

TITRE V. — *Dispositions diverses*

Art. 90. Il est institué une Commission flamande pour la comptabilité des CPAS.

Elle a pour mission de conseiller le Gouvernement flamand ou le Ministre chargé de l'assistance aux personnes, d'initiative ou à leur demande, sur :

- 1° les prescriptions comptables applicables aux centres publics d'aide sociale;
- 2° les bonnes pratiques généralement acceptées en matière de gestion financière et d'audit des centres publics d'aide sociale.

Le Ministre chargé de l'assistance aux personnes, fixe la composition et le fonctionnement de cette commission.

Art. 91. La commission d'audit externe est composée de 2 fonctionnaires au moins :

- 1° un ou plusieurs fonctionnaires désignés par le gouverneur de la province dont relève le centre public d'aide sociale.
- 2° un ou plusieurs fonctionnaires désignés par l'administration communale;
- 3° à titre facultatif, un ou plusieurs fonctionnaires désignés par le Ministre chargé de l'assistance aux personnes.

TITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 92. Les dispositions de l'article 58 et de l'article 61, deuxième alinéa ne sont plus applicables aux premiers comptes annuels établis suivant les règles du présent arrêté.

Art. 93. La fourniture d'informations historiques telle que visée aux articles 65 et 66 peut se limiter aux périodes au cours desquelles les informations ont été établies suivant les règles du présent arrêté.

Art. 94. L'arrêté du Gouvernement flamand du 25 janvier 1989 relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et au plan comptable pour les résidences-services, les complexes résidentiels proposant des services et les maisons de repos, n'est pas d'application aux centres publics d'aide sociale de la Région flamande.

Art. 95. Le décret du 17 décembre 1997 modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001, sans préjudice de l'application de l'article 27, § 2, de ce décret.

Art. 96. Pour les centres publics d'aide sociale visés à l'article 27, § 2, du décret du 17 décembre 1997 modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998, sans préjudice de :

- 1° l'application éventuelle de ses dispositions dans le cadre des mesures budgétaires prises pour son entrée en vigueur, mais relevant d'un des exercices précédents.
- 2° l'application des dispositions modifiant ou abrogeant l'arrêté en matière de transactions comptables suivant son entrée en vigueur, mais relevant de l'un des exercices précédents.

Le Ministre flamand chargé de l'assistance aux personnes, fixe les centres régis par l'article 27, § 2, du décret précité.

Art. 97. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 938

[C - 98/27229]

**26 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides en agriculture :
aide dans le secteur de la viande bovine — subvention-intérêt sur un crédit spécial de fonds de roulement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, modifiée par les lois des 25 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1952, 8 mars 1968 et 15 février 1974;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 1996 relatif aux aides en agriculture : aide dans le secteur de la viande bovine - garantie de la Région wallonne sur un crédit spécial de fonds de roulement;

Vu le protocole d'accord entre les Régions et le Ministère fédéral de l'Agriculture relatif aux matières agricoles régionalisées, conformément à la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 septembre 1996;
 Vu l'accord du Ministre du Budget;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;
 Vu l'urgence;
 Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures d'aide spéciale en faveur des producteurs spécialisés en productions bovines en conséquence des pertes subies;
 Considérant qu'il est impérieux d'aider les agriculteurs vu le marasme des prix les pénalisant gravement et mettant à mal leur trésorerie;
 Considérant l'accord obtenu en concertation avec les principales banques actives dans les secteurs de l'agriculture selon lequel elles appliqueront pour ce crédit spécial le taux d'intérêt le plus bas du moment et prendront en charge les frais de constitution et de gestion du dossier;
 Considérant la concertation avec les organisations représentatives des agriculteurs réunis en front vert;
 Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Aux agriculteurs bénéficiaires de la garantie octroyée dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 1996 relatif aux aides en agriculture : aide dans le secteur de la viande bovine - garantie de la Région wallonne sur un crédit spécial de fonds de roulement, il est octroyé une subvention-intérêt maximale de 1,8 % pendant cinq ans, dont une période d'amortissements différés de trois ans maximum; le taux d'intérêt minimum à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3 %. Cette subvention peut porter sur un montant maximum calculé sur base de 16.700 FB/UGB.

Art. 2. Sans préjudice de sanctions pénales contenues dans l'arrêté royal du 31 mai 1933 au sujet des déclarations en matière de subventions, la subvention-intérêt prévue par le présent arrêté est refusée aux demandeurs qui ont fait une déclaration qui après vérification s'avère fautive en tout ou en partie ou qui ne respectent pas l'engagement précisé à l'article 8, dernier alinéa, de l'arrêté cité à l'article 1^{er} du présent arrêté.

L'administration est fondée à recourir à tous moyens de droit en vue de procéder à la vérification des déclarations et à la récupération des subventions indues.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 4. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 938

[C — 98/27229]

26. MÄRZ 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung über Beihilfen in der Landwirtschaft: Zinssubvention im Bereich des Rindfleisches — Zinssubvention der Wallonischen Region im Rahmen eines Umlaufvermögensonderkredits

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung vom 8. August 1988, des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen und des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines "Fonds d'investissement agricole" (landwirtschaftlicher Investitionsfonds), abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Februar 1951 zur Festlegung der landwirtschaftlichen Gebiete des Königreiches, in seiner durch die Königlichen Erlasse vom 15. Juli 1952, vom 8. März 1968 und vom 15. Februar 1974 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1996 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 1996 über Unterstützungen in der Landwirtschaft: Unterstützung im Bereich des Rindfleisches - Bürgschaft der Wallonischen Region für einen Umlaufvermögensonderkredit;

Aufgrund des Protokolls des Abkommens zwischen den Regionen und dem föderalen Minister der Landwirtschaft über die an die Regionen übertragenen Zuständigkeitsbereiche in der Landwirtschaft, gemäß des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des am 10. September 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß aufgrund der erlittenen Verluste Sonderhilfsmaßnahmen zugunsten der auf Rindfleischproduktion spezialisierten Erzeuger zu verabschieden sind;

In Erwägung der zwingenden Notwendigkeit, den Landwirten eine Beihilfe zu gewähren, da der Preiseinbruch sie stark benachteiligt und ihrer Finanzlage schadet;

In Erwägung des im Einvernehmen mit den wichtigsten, im Bereich der Landwirtschaft tätigen Banken abgeschlossenen Abkommens, aufgrund dessen sie für diesen Sonderkredit den zu diesem Zeitpunkt niedrigsten Zinssatz anwenden und die Kosten für das Anlegen und die Behandlung der Akte selbst übernehmen werden;

In Erwägung der Konzertierung mit den repräsentativen Vereinigungen der Landwirte, die sich zu einer gemeinsamen « grünen Front » versammelt haben;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Den Landwirten, die in den Genuß der im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 1996 über Unterstützungen in der Landwirtschaft: Unterstützung im Bereich des Rindfleisches - Bürgschaft der Wallonischen Region für einen Umlaufvermögensonderkredit gewährten Bürgschaft gelangen, wird eine maximale Zinssubvention von 1,8 % während fünf Jahren gewährt, von denen höchstens drei Jahre zu einem Tilgungsaufschub genutzt werden können; der zu Lasten des Bezugsberechtigten verbleibende Mindestzinssatz darf in keinem Fall unter 3 % liegen. Diese Subvention kann einen Höchstbetrag betreffen, der auf der Grundlage von 16.700 BEF/GVE berechnet wurde.

Art. 2 - Unbeschadet der im Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1933 vorgesehenen Strafmaßnahmen bezüglich der Erklärungen in Sachen Zuschüsse, wird die durch den vorliegenden Erlaß vorgesehene Zinssubvention den Antragstellern verweigert, wenn diese eine Erklärung gemacht haben, die sich nach Überprüfung ganz oder teilweise als falsch erweist, oder wenn sie die in Artikel 8, letzter Absatz, des in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Erlasses bestimmte Verpflichtung nicht einhalten.

Die Verwaltung ist dazu ermächtigt, zur Überprüfung der Erklärungen und zur Beitreibung der nichtgeschuldeten Subventionen alle Rechtsbehelfe zu benutzen.

Art. 3 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. März 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 938

[C - 98/27229]

26 MAART 1998. — Besluit van de Waalse Regering inzake steun aan de landbouw : steun aan de rundvleessector — rentesubsidie op een bijzonder krediet voor bedrijfskapitaal

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 25 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1951 houdende grensbepaling van de landbouwstrekken van het Rijk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 1952, 8 maart 1968 en 15 februari 1974;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1996 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 houdende regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 1996 inzake steun aan de landbouw : steun aan de rundvleessector - waarborg van het Waalse Gewest voor een bijzonder krediet voor bedrijfskapitaal;

Gelet op het akkoordprotocol tussen de Gewesten en het Federale Ministerie van Landbouw betreffende de geregionaliseerde landbouwaangelegenheden, overeenkomstig de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 10 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bijzondere steunmaatregelen moeten worden genomen ten gunste van de rundvleesproducenten die verlies lijden;

Overwegende dat steun moet worden verleend aan de landbouwers omdat de stagnerende prijzen hen aanzienlijke financiële schade toebrengen;

Overwegende dat met de voornaamste banken die actief zijn in de landbouwsectoren, een akkoord werd bereikt waarbij ze op dit bijzondere krediet de thans laagste rentevoet zullen toepassen en de kosten voor de aanleg en het beheer van het dossier zullen dragen;

Gelet op het overleg met de representatieve vakorganisaties van de in een groen front verenigde landbouwers;
Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. De landbouwers die in aanmerking komen voor de waarborg die verleend wordt krachtens het besluit van de Waalse Regering van 26 september 1996 inzake steun aan de landbouw : steun aan de rundvleessector - waarborg van het Waalse Gewest voor een bijzonder krediet voor bedrijfskapitaal, genieten een rentesubsidie van maximum 1,8 % over vijf jaar, waarvan hoogstens drie jaar voor uitgestelde aflossingen; de basisrentevoet ten laste van de begunstigde mag in geen geval lager zijn dan 3 %. Die subsidie kan betrekking hebben op een maximumbedrag dat berekend wordt op grond van 16.700 BEF/GVE.

Art. 2. Onverminderd de straffen bedoeld in het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen inzake toelagen, wordt de bij dit besluit bepaalde rentesubsidie niet verleend aan aanvragers van wie de aangifte na onderzoek geheel of gedeeltelijk vals blijkt te zijn of die de verbintenissen niet nakomen die bedoeld is in artikel 8, laatste lid, van het besluit waarvan sprake in artikel 1 van dit besluit.

Het bestuur mag alle wettelijke middelen gebruiken om de verklaringen te onderzoeken en de niet-verschuldigde subsidies in te vorderen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 4. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09281]

5 MAART 1998. — Koninklijk besluit houdende samenstelling van de jury belast met het afnemen van examens over de kennis van het Nederlands voor notariële ambten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, inzonderheid op artikel 43, § 12;

Gelet op het ter uitvoering van die wet genomen koninklijk besluit van 9 september 1935 tot regeling van de examens waarbij de kandidaten voor notariële ambten in de gelegenheid worden gesteld te bewijzen dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven;

Gelet op de bepalingen van artikel 295 van het Gerechtelijk Wetboek;
Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De commissie belast met het afnemen van examens over de grondige kennis of de voldoende kennis van het Nederlands bedoeld bij het artikel 43, § 12, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, is als volgt samengesteld voor de zittingen van april en oktober 1998 :

Voorzitter :

De heer J. Spaas, erekamervoorzitter in het hof van beroep te Antwerpen.

Plaatsvervangend voorzitter :

De heer A. Van Gelder, emeritus kamervoorzitter in het hof van beroep te Antwerpen.

Leden :

De heren :

S. Theissen, professor aan de Universiteit te Luik;

A. Vastersavendts, professor aan de V.U.B.;

J. Taeldeman, professor aan de Universiteit te Gent;

J. Herbots, professor aan de K.U.L.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09281]

5 MARS 1998. — Arrêté royal fixant la composition du jury chargé de procéder aux examens sur la connaissance de la langue néerlandaise pour candidats aux fonctions notariales

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, notamment l'article 43, § 12;

Vu l'arrêté royal du 9 septembre 1935 pris en exécution de cette loi et organisant les examens permettant aux candidats aux fonctions notariales de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire;

Vu les dispositions de l'article 295 du Code judiciaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le jury chargé de procéder aux examens sur la connaissance approfondie ou sur la connaissance suffisante de la langue néerlandaise prévus par l'article 43, § 12, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, est composé ainsi qu'il suit pour les sessions d'avril et d'octobre 1998 :

Président :

M. J. Spaas, président de chambre honoraire à la cour d'appel d'Anvers.

Président suppléant :

M. A. Van Gelder, président de chambre émérite à la cour d'appel d'Anvers.

Membres :

MM. :

S. Theissen, professeur à l'Université de Liège;

A. Vastersavendts, professeur à la V.U.B.;

J. Taeldeman, professeur à l'Université de Gand;

J. Herbots, professeur à la K.U.L.